

Flash Economie


25 juillet 2019 - 1032

Deux groupes de pays dans la zone euro en ce qui concerne leur vision de l'organisation de la zone euro

Il existe aujourd'hui deux groupes de pays dans la zone euro qui diffèrent par leur vue de la meilleure organisation institutionnelle :

- le groupe des pays qui souhaite qu'il y ait coordination des politiques fiscales, sociales, du marché du travail, qu'il y ait un budget fédéral, une politique industrielle de la zone euro (France, Espagne, Portugal) ;
- le groupe des pays (Allemagne, Pays-Bas, Finlande, Autriche, pays baltes) qui rejette la coordination des politiques économiques et l'avancée vers une dose de plus en plus importante de fédéralisme et qui souhaite que chaque pays de la zone euro respecte des règles (budgétaires, de compétitivité-coût).

Puisque les institutions présentes correspondent à la vision de la zone euro par les règles, et qu'il faudrait une unanimité des pays pour changer les institutions, c'est cette vision des pays du Nord de la zone euro qui va probablement persister, d'où une inefficacité économique importante avec l'absence de coordination des politiques qui génèrent des externalités, l'absence d'utilisation du marché unique et une austérité budgétaire excessive.

Patrick Artus
Tel. (33 1) 58 55 15 00
patrick.artus@natixis.com
 @PatrickArtus

www.research.natixis.com

Deux visions des institutions de la zone euro

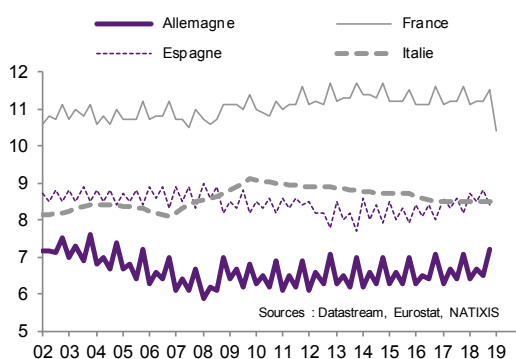
- 1- La France, l'Espagne et le Portugal souhaitent qu'il y ait coordination des politiques économiques qui génèrent des externalités sur les autres pays de la zone euro. Ce n'est certainement pas le cas aujourd'hui pour les politiques fiscales et sociales (tableau 1 et graphique 1), pour les politiques du marché du travail (coût des licenciements, niveau du salaire minimum, graphique 2).

Tableau 1 : taux d'imposition des profits des sociétés (2019, en %)

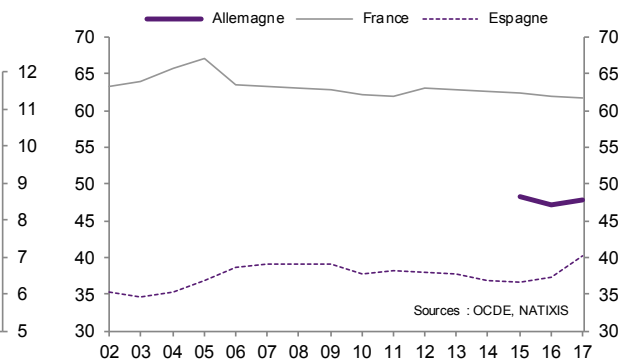
Pays	Taux
Allemagne	29,9
Autriche	25,0
Belgique	29,6
Espagne	25,0
Estonie	20,0
Finlande	20,0
France	32,0
Grèce	28,0
Irlande	12,5
Italie	27,8
Lettonie	20,0
Lituanie	15,0
Luxembourg	24,9
Pays-Bas	25,0
Portugal	31,5
Slovaquie	21,0
Slovénie	19,0

Sources : OCDE, NATIXIS

Graphique 1
Cotisations sociales des entreprises
(en % du PIB valeur)

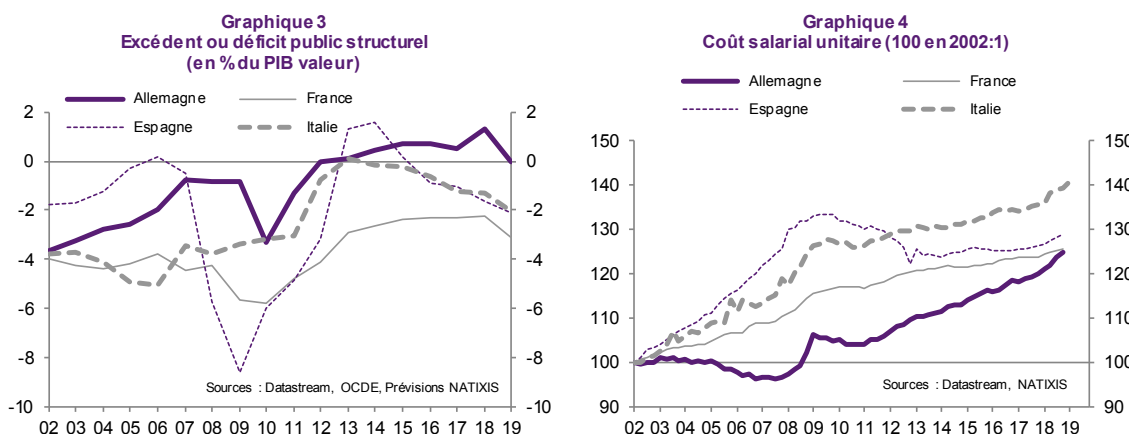


Graphique 2
Salaire minimum (en % du salaire médian)



Ces pays souhaitent aussi la création d'un budget de la zone euro, la mise en place d'une politique industrielle de la zone euro, pour faciliter l'apparition de grandes entreprises européennes dans les industries d'avenir (énergies renouvelables, batteries électriques, plateformes Internet).

2- **Mais d'autres pays** (Finlande, Pays-Bas, Autriche, pays baltes, de plus en plus l'Allemagne) **ont une vue très différente de l'organisation institutionnelle de la zone euro** : pas de coordination des politiques fiscales ou sociales, des règles du marché du travail, **mais le respect de règles : absence de déficit budgétaire structurel (graphique 3), maintien d'une compétitivité-coût suffisante** donc dévaluation interne (baisse des coûts salariaux) si la compétitivité est dégradée (ce qu'ont fait l'Allemagne au début des années 2000 et l'Espagne depuis 2009, **graphique 4**).



Synthèse : le groupe des pays « qui veulent fonctionner avec des règles » va l'emporter

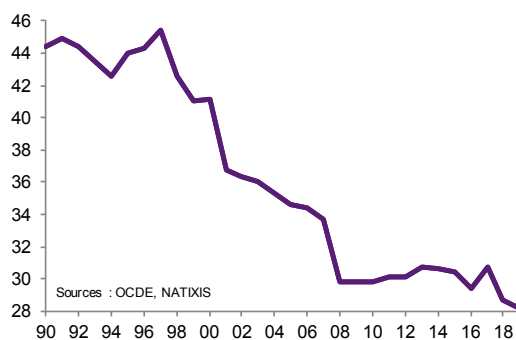
Aujourd'hui, la zone euro est basée sur des règles (la règle d'or, qui impose le quasi-équilibre budgétaire structurel, la règle d'équilibre extérieur qui impose la correction des handicaps de compétitivité-coût par des dévaluations internes...).

Changer ce fonctionnement nécessiterait l'accord de l'ensemble des pays de la zone euro, ce qui est impossible puisque ce fonctionnement convient à l'Allemagne, aux Pays-Bas, à la Finlande, à l'Autriche, aux pays baltes.

Ces pays refusent aussi la création d'un budget de la zone euro, des politiques industrielles européennes...

Il faut donc se résigner : la zone euro continuera à fonctionner avec une **concurrence fiscale et sociale** (tableau 1, graphiques 1 et 2 plus haut), donc baisse de la taxation des facteurs de production mobiles et des bases fiscales mobiles (comme les profits, **graphique 5**), **sans budget fédéral de taille significative, sans grandes entreprises européennes nouvelles dans les industrie d'avenir**, et avec **le maintien de règles fiscales strictes**, d'où une politique budgétaire de la zone euro ayant un biais restrictif (**graphique 6**).

Graphique 5
Zone euro : taux d'imposition sur les profits des entreprises (en %)



Graphique 6
Zone euro : déficit public (en % du PIB valeur)

